

Numéro 13 - 3 mars 2021

De nouveaux décès et de nouvelles éclosions  
**Tenons les gouvernements responsables  
des conséquences tragiques de la  
COVID-19**



**Alberta**

- Deux nouveaux décès de travailleurs chez Olymel
- Les revendications des travailleurs d'Olymel de l'usine de transformation du porc de Red Deer en Alberta
- Le président de la section locale 401 des Travailleurs unis de l'alimentation et du commerce parle de l'éclosion chez Olymel

**Québec**

- Appel à libérer les détenus du Centre de détention de l'immigration à Laval au Québec
- Grève de la faim des détenus

**Ontario**

- Les éclosions de la COVID-19 dans les endroits de travail à Toronto

## Deux nouveaux décès de travailleurs chez Olymel

Les Services de santé de l'Alberta ont rapporté le 26 février que deux autres travailleurs de l'usine de transformation de porc d'Olymel à Red Deer sont morts de la COVID-19.

Henry De Leon, âgé de 50 ans, qui travaillait chez Olymel depuis 15 ans, est décédé à l'hôpital le 24 février. AHS a annoncé qu'une travailleuse d'Olymel était aussi décédée le 21 février. Il n'a fourni aucune autre information à son sujet. Il y a eu au moins 500 cas liés à l'écllosion chez Olymel. Comme Darwin Doloque, qui est décédé le 28 janvier à l'âge de 35 ans, De Leon est venu au Canada, en tant que travailleur étranger temporaire, de la République dominicaine il y a 16 ans et travaillait à l'usine d'Olymel depuis son arrivée. Il laisse dans le deuil sa conjointe, elle aussi travailleuse chez Olymel, deux enfants adultes et deux petits-enfants.

*Forum ouvrier* transmet ses sincères condoléances aux familles, aux collègues de travail et aux amis des travailleurs décédés.

Dans un communiqué de presse du 26 février dans lequel elle pleure le décès d'Henry De Leon, la section locale 401 des Travailleurs unis de l'alimentation et du commerce (TUAC) a condamné les actions de la compagnie et du gouvernement de l'Alberta qui n'ont pas satisfait la revendication du syndicat et des travailleurs d'Olymel de fermer l'usine temporairement pour arrêter la propagation du virus. « Nous étions sérieux quand nous avons dit que nous ne voulions pas une répétition de la situation à Cargill », a dit Richelle Stewart, secrétaire-trésorière du syndicat. « Notre syndicat a déjà vécu cette horreur. Nous en connaissons les signes avant-coureurs. » Le syndicat rapporte qu'il fait enquête sur les circonstances entourant le décès de Henry De Leon.

Les travailleurs de plus de 100 endroits de travail de l'Alberta dans l'industrie alimentaire, notamment les épiceries, ont été infectés par la COVID-19. Cinq travailleurs dans les usines de transformation de la viande en Alberta sont maintenant décédés. Tous les travailleurs qui sont décédés sont venus au Canada soit comme réfugiés, immigrants ou dans le cadre du Programme des travailleurs étrangers temporaires. Michael Lee, un travailleur et délégué syndical d'un supermarché de Calgary, est aussi décédé récemment de la COVID-19. Malgré ces pertes terribles, les gouvernements continuent de refuser de reconnaître la COVID-19 comme maladie professionnelle, continuent de bloquer les efforts des travailleurs et de leurs organisations d'établir des conditions de travail sécuritaires, et de permettre aux oligarques qui ont pris le contrôle du secteur d'agir en toute impunité.

Les décès et le refus de la compagnie de mettre en oeuvre les mesures spécifiques exigées par les travailleurs, qui reposent sur leur expérience de ce qu'il faut faire pour arrêter la propagation du virus, rendent encore plus urgente leur lutte pour prendre la responsabilité et décider ce qui constitue des conditions de travail sécuritaires.

Cela fait des mois que les travailleurs des usines de transformation de la viande luttent sans relâche pour faire en sorte que leurs endroits de travail soient sécuritaires, ne rendent pas les travailleurs malades de la COVID-19 et ne mettent pas leur vie en danger. Ils font face à des gouvernements qui défendent les monopoles privés lorsqu'ils imposent des conditions dans les usines qui font du mal aux travailleurs et déclarent que les conditions de travail sont sécuritaires alors qu'elles ne le sont pas. Ce n'est pas acceptable et la vie elle-même démontre que les gouvernements doivent être tenus responsables de leur refus d'assumer leur responsabilité envers la société.

*Forum ouvrier* appuie la lutte des travailleurs des usines de transformation de la viande pour que leurs revendications soient satisfaites et appelle les travailleurs à appuyer leur lutte.

## Les revendications des travailleurs d'Olymel de l'usine de transformation du porc de Red Deer en Alberta



Le syndicat qui représente les travailleurs à l'usine de transformation du porc d'Olymel à Red Deer, en Alberta, rapporte qu'Olymel a annoncé une réouverture possible de l'usine le 3 mars. Les travailleurs ont réussi à forcer l'usine à fermer le 17 février. Depuis cette date, deux travailleurs d'Olymel sont décédés de la COVID-19.

Le syndicat a réagi à l'annonce de la compagnie au sujet d'une réouverture le 3 mars dans une lettre affichée sur son site Web le 1er mars. Le président du syndicat Thomas Hesse y annonce les résultats d'un sondage que le syndicat a fait auprès de 600 travailleurs dans les dernières 24 heures :



« Plus de 75 % des répondants ont indiqué qu'ils ont des craintes et/ou sont nerveux à l'idée de retourner au travail; plus de 80 % des répondants ne sont pas certains que l'usine est sécuritaire; 75 % des répondants ont indiqué qu'ils n'ont pas entièrement confiance qu'Olymel va assurer leur sécurité; plus de 50 % des répondants ont indiqué qu'ils n'ont pas entièrement confiance que le gouvernement va assurer leur sécurité; plus de 90 % des répondants croient que l'employeur doit indemniser les employés d'Olymel pendant la fermeture temporaire et instaurer une rémunération de pandémie immédiatement; près de 90 % des répondants ont indiqué avoir connu des difficultés financières pendant la fermeture temporaire. »

La lettre souligne que « nous ne pouvons être d'accord que l'usine d'Olymel de Red Deer est sécuritaire pour nos membres, ou être d'accord avec la réouverture de l'usine tant que notre liste d'actions à entreprendre n'a pas été satisfaite ». Le syndicat demande que la compagnie et les

représentants du gouvernement reportent la réouverture jusqu'à ce que les travailleurs soient certains que l'usine est sécuritaire.

Les travailleurs d'Olymel revendiquent que des changements spécifiques soient faits, notamment : la mobilisation des travailleurs dans les décisions sur ce qui est nécessaire pour rendre l'endroit de travail sécuritaire; une formation en sécurité mise à jour pour tous les employés avant la réouverture; une entente commune sur ce qui pourrait déclencher, advenant une nouvelle éclosion, la réduction de la production ou la fermeture de l'usine; des mesures comme l'espacement des périodes de pause, une meilleure qualité de l'air, une réduction du nombre des travailleurs dans les aires communes, une meilleure désinfection, la désignation de portes d'entrée et de portes de sortie avec entrée sans contact; plus de tourniquets et l'amélioration des cafétérias pour permettre la distanciation physique. Les travailleurs revendiquent aussi qu'aucune mesure disciplinaire ne soit prise contre quiconque n'accepte pas un rappel immédiat au travail.

*(Photos : FO, UIES)*

---

## **Le président de la section locale 401 des Travailleurs unis de l'alimentation et du commerce parle de l'éclosion chez Olymel**

Le président de la section locale 401 des Travailleurs unis de l'alimentation et du commerce Thomas Hesse a parlé de l'importante éclosion de COVID-19 dans l'usine de transformation du porc d'Olymel à Red Deer, en Alberta, lors d'une entrevue avec Evan Solomon sur iHeart Radio en début février. Au moment où l'entrevue a été faite, un jeune travailleur était décédé et 315 travailleurs avaient eu un résultat positif, mais Olymel refusait toujours de fermer temporairement l'usine comme le revendiquaient les travailleurs. Depuis que les travailleurs ont forcé la compagnie à fermer l'usine le 17 février, deux autres travailleurs d'Olymel sont morts.

Thomas Hesse a dit que la transformation de la viande a été qualifiée de travail le plus difficile et le plus dangereux au monde.

« Ils augmentent la production et ont récemment embauché de 200 à 300 travailleurs », a dit le président du syndicat. « C'est une boîte, et dans cette boîte les gens sont côte à côte et manipulent des outils coupants. Ces boîtes sont surpeuplées, ils viennent d'y ajouter plus de monde, y ont augmenté la production, mais l'endroit comme tel n'est pas plus grand. Alors, les employés se heurtent les uns aux autres, tellement ils sont proches les uns des autres, et tout l'ÉPI du monde et toutes les partitions de plexiglas du monde ne peuvent empêcher un certain degré de proximité sociale. » Hesse a aussi expliqué qu'Olymel n'avait pas offert de formation adéquate aux nouveaux travailleurs, particulièrement en matière de santé et de sécurité.

« ...Nous devons changer notre approche face à la COVID-19 », a-t-il dit. « Je commence à en avoir assez de me faire dire de me laver les mains, de respecter la distanciation et de porter un masque. Je sais tout ça. Mais si vous entrez dans un édifice à bureaux, vous n'allez pas entrer dans l'ascenseur si 10 personnes s'y trouvent. Par contre, il y a ces boîtes où les gens travaillent pour mettre la nourriture sur la table des Canadiens qu'on autorise à s'autoréglementer. Il n'y a pas de réel moyen de sévir contre un employeur qui ne pense qu'à la production au point d'en oublier ses travailleurs. Et c'est exactement ce qui se produit. Chaque vache qui est abattue, chaque porc qui est abattu, chaque poulet qui est abattu représente un profit pour l'employeur. Alors ces bêtes circulent sur la chaîne et les employeurs en augmentent la cadence. Les gens achètent de la nourriture, les détaillants en alimentation font un gros coup d'argent en ce moment, les aliments circulent dans toutes les intersections du circuit de production, mais nous oublions ces gens dans les usines de

transformation, ces travailleurs, ces êtres humains qui sont sans visage et sans nom », a dit Hesse.

« Il nous faut une réglementation gouvernementale avec des dents ainsi que des inspections constantes. La COVID-19 est quelque chose qui exige la minutie. Chaque minute, chaque surface compte », a-t-il dit. Il a donné l'exemple de l'usine JBS où il n'y avait aucun horaire de nettoyage pour les micro-ondes utilisés par des centaines de travailleurs durant leur pause de dîner.

« Ces endroits doivent être surveillés. Il doit y avoir des inspecteurs du gouvernement. Il faut infliger des amendes si les principes de la santé et de la sécurité ne sont pas respectés, et les endroits doivent être fermés s'il y a des éclosions. Il faut appuyer sur pause et permettre aux experts de réexaminer les lieux. Ils doivent interviewer les travailleurs et les endroits doivent être fermés ». Thomas Hesse a expliqué que la durée des fermetures devrait dépendre des circonstances et de la sévérité de l'éclosion.



Le représentant syndical a déclaré que ni le gouvernement fédéral ni le gouvernement provincial n'avaient fait preuve de leadership, qu'ils avaient laissé l'industrie s'autoréglementer, et que cela doit changer. Il a terminé en disant : « Personne ne veut parler du fait que la COVID-19 est une maladie professionnelle. On entend parler de 'propagation communautaire', mais ces endroits de travail font partie de la communauté. Ce sont essentiellement des communautés. »

Pour écouter l'entrevue, cliquer [ici](#).

(Photo: SEIU)

---

## Québec

### Un appel à libérer les détenus du Centre de détention de l'immigration à Laval au Québec



Dans le cadre d'un appel à l'action lancé le 23 février, Solidarité sans frontières (SSF) réclame la libération immédiate des migrants détenus actuellement au Centre de détention de l'immigration de l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) à Montréal où il y a une éclosion de COVID-19. SSF note qu'à ce jour, quatre cas ont été confirmés et qu'un détenu a entamé une grève de la faim d'une durée illimitée.

Les migrants sont souvent détenus s'ils n'ont pas de papiers d'identité ou si l'ASFC estime qu'ils pourraient ne pas se présenter lors de l'expulsion. Au printemps dernier, le centre a été le théâtre d'une grève courageuse de la faim pendant huit jours, ce qui a entraîné une vague de solidarité d'un océan à l'autre et a mené à la libération de la plupart des personnes détenues à l'époque. SSF rapporte que « maintenant, la prison pour migrants recommence à se remplir » et que le refus du gouvernement fédéral de répondre à la demande continue de statut pour tous et toutes, et de mettre en oeuvre un programme de régularisation pour tous les sans-papiers « est la vraie raison pour laquelle la vie de ces détenus est désormais en danger ». On estime qu'entre 12 et 15 migrants sont actuellement détenus au Centre de surveillance de l'immigration à Laval. Les visites ont été annulées depuis le 16 mars 2020, limitant l'accès à un soutien juridique et augmentant l'isolement des détenus.

En novembre dernier, le gouvernement de Justin Trudeau a indiqué qu'il souhaitait mettre en place des alternatives à la détention. « Il existe de nombreux systèmes que nous allons examiner dans les mois et les années à venir pour voir si nous pouvons les améliorer », a-t-il déclaré au *Devoir*. Ce sont les inepties habituelles des libéraux pour dissimuler le manque de principes et de toute intention de prendre des mesures pour mettre fin à la criminalisation des migrants, fournir un statut pour tous et s'assurer que les migrants sont en sécurité, en particulier durant une telle crise de santé publique.



SSF rapporte que les détenus déclarés positifs à la COVID-19 sont maintenus en isolement. « Retenus dans de petites cellules avec des fenêtres étroites, ils peuvent seulement sortir pour prendre une douche ou pour faire des appels téléphoniques. Certaines des personnes détenues ont souligné que leurs symptômes n'étaient pas pris au sérieux, tandis que d'autres ont passé des tests pour la COVID-19, mais n'ont pas reçu les résultats, ce qui les a laissés dans la crainte et l'incertitude par rapport à leur santé. » Il existe également un risque de propagation du virus, car « les gardiens continuent de faire des allées et venues en dehors de l'établissement ».

L'appel à l'action s'inscrit dans le contexte de l'augmentation des cas dans les prisons provinciales et fédérales partout au pays. « À la prison de Bordeaux, environ 125 détenus ont contracté la COVID-19 et la prison au complet est en confinement, ce qui oblige les prisonniers à demeurer dans leurs cellules entre 23 à 24 heures par jour, sans douche et avec un accès limité à du soutien de l'extérieur », indique SSF. La Ligue des droits et libertés, qui a récemment dénoncé la « détérioration importante » des conditions de détention au Québec, soutient la demande de libération des détenus du Centre à Laval. « La Ligue reste très critique sur la détention des migrants », a déclaré la responsable des communications Elisabeth Dupuis.

L'isolement en cellule, note SSF, « a été largement dénoncé comme une forme de torture – il est inacceptable que de telles mesures soient utilisées pour contenir l'épidémie ». L'organisation demande la libération immédiate des détenus et demande aux Canadiens de faire ce qu'ils peuvent pour aider ces personnes vulnérables.

*Forum ouvrier* appuie l'appel à libérer les détenus et à mettre fin à la détention des migrants et à l'imposition de conditions inhumaines qui violent leur dignité et mettent leur santé en danger. Les gouvernements doivent être tenus responsables des conséquences tragiques de leurs actions et de leurs politiques qui violent les droits humains les plus fondamentaux.

Solidarité sans frontières appelle les gens à contacter le ministre fédéral de la Sécurité publique Bill Blair, le ministre de l'Immigration Marco Mendicino et d'autres représentants du gouvernement ainsi que leur député local pour exiger la libération immédiate des détenus.

Pour en connaître plus et pour des modèles de courriels et de mots-clics à envoyer sur les réseaux sociaux, [cliquer ici](#).

**APPEL À L'ACTION :**  
**LIBÉREZ LES DÉTENU.E.S**  
**À LA PRISON POUR PERSONNES  
MIGRANTES DE LAVAL**

Les migrant-e-s détenu-e-s à la prison pour personnes migrantes de Laval exigent leur libération immédiate face à une écloison de COVID-19. Pour le moment, quatre cas ont été confirmés, et un détenu a entrepris une grève illimitée de la faim.

**QUE POUVEZ-VOUS FAIRE ?**  
**APPELS ET COURRIELS :**  
Contactez des élu-e-s pour exiger la libération de toutes les personnes détenues ! Vous pouvez diriger vos appels téléphoniques et vos courriels à votre membre du Parlement et à Bill Blair, ministre fédéral de la Sécurité publique:  
Bill.Blair@parl.gc.ca / Tél : 613-995-0284

**MÉDIAS SOCIAUX :**  
Utilisez les hashtags #FreeThemAll, #StatusForAll et #HungerStrikeLaval pour montrer votre soutien à la lutte sur les médias sociaux ! Nous vous encourageons à identifier Bill Blair, Marco Mendicino, Justin Trudeau, et d'autres élu-e-s.

**D'AUTRES ACTIONS S'EN VIENNENT! RESTEZ À L'AFFÛT !**

(Photos : FO, Solidarité sans frontières)

## Grève de la faim des détenus



Une caravane de voitures en appui aux détenus du Centre de surveillance de l'immigration à Laval, le 28 février 2021

Solidarité sans frontières a publié sur son site Web cette déclaration de Marlon, un des détenus au Centre de surveillance de l'immigration à Laval:

« J'ai déclaré une grève illimitée de la faim le lundi 15 février 2021, il y a de cela maintenant six jours. J'ai entamé cette grève comme une forme de protestation parce que mes droits fondamentaux, tels que mon droit à la santé, sont actuellement bafoués. J'ai contracté la COVID-19 à la prison pour personnes migrantes de Laval à cause de la détention dans des espaces étroits et de l'exposition au personnel du centre, dont les allées et venues exposent les détenus au virus, et qui ne respectent pas les consignes sanitaires, par exemple en ôtant leurs masques. Contracter la COVID-19 était un risque constant, qui est devenu pour moi une réalité, et nous sommes maintenant quatre personnes qui ont été infectées. Ces quatre personnes ont été mises en isolement, sans soin, et je crois que nos vies sont en danger parce que nous n'avons aucune manière



de nous protéger du virus. Maintenant que nous savons que le virus est dans le centre, il n'y a pas de manière de le faire disparaître. La ventilation n'est pas adaptée, l'hygiène est inadéquate dans les salles, qui sont mal entretenues, et puisque nous sommes en isolement nous ne pouvons même pas laver nos vêtements. Tout cela me mène à craindre pour ma vie, et je suis atteint par la dépression et un important traumatisme. Je souhaite, par un miracle de Dieu, que les personnes qui nous écoutent aient pitié de nous et nous libèrent de cette prison, ce qui est nécessaire pour empêcher la propagation du virus parmi les personnes migrantes détenues, avec des conséquences potentiellement irréversibles sur leur santé. Des millions de personnes à travers le monde sont décédées à cause de la COVID-19; qui peut dire si nous ne serons pas les prochaines victimes du virus ? Nous sommes des êtres humains avec des vies à mener et des rêves à accomplir. S'il vous plaît, respectez nos droits humains. »

Le 2 mars, Solidarité sans frontières a rapporté sur sa page Facebook que « depuis hier, lundi 1er mars 2021, de nouveaux détenu-e-s commencent une grève de la faim pour exiger leur libération immédiate suite à l'infection de la prison par le COVID-19. Les migrant-e-s prennent le relais de la grève entamée le 15 février 2021 par Marlon, également détenu à Laval. Il est urgent que nous agissions tous maintenant et que nous fassions tout notre possible pour les soutenir ».

*(Solidarité sans frontières)*

---

## Ontario

# Les éclosions de la COVID-19 dans les endroits de travail à Toronto

Depuis la deuxième semaine de février, Santé publique Toronto publie de l'information sur les éclosions dans les endroits de travail dans la ville de Toronto. Ces données sont regroupées selon la grandeur de l'entreprise et les données les plus récentes sont en date du 25 février. À cette date, 30 endroits de travail ayant 20 employés ou plus avaient connu des éclosions actives de COVID-19 ou des éclosions qui avaient été déclarées terminées au cours de la semaine précédente. Chacune d'elles avait débuté en janvier ou février. La plupart de ces éclosions comprenaient entre deux et dix cas.

Des six endroits de travail ayant plus de 20 cas, quatre des éclosions ont été résolues et deux sont toujours actives : les éclosions à Johnvince Foods (83 cas), Dimpflmeier Bakery (59 cas), Alumicor (21 cas) et Sky Window Technologies (20 cas) ont été déclarées terminées. Les éclosions au Collège



de la Police de Toronto (35 cas) et DECIEM (24 cas) sont toujours actives.

Santé publique Toronto rapporte qu'en date du 23 février, il y a eu 50 éclosions dans les usines de transformation alimentaire et 225 dans la catégorie d'endroits de travail comprenant les bureaux, les entrepôts, l'expédition et la distribution, la construction et les industries manufacturières.

Le *Toronto Star* rapportait le 16 février, au moment d'importantes éclosions dans quatre usines de transformation alimentaire, que dans la plupart des endroits de travail où il y avait eu des éclosions les travailleurs n'avaient pas accès à des congés de maladie payés. Cela comprend les travailleurs syndiqués de Maple Leaf Foods et de Belmont Meats où des éclosions ont sévi en janvier et février, affectant 26 et 96 travailleurs respectivement.

La liste d'endroits de travail ne comprend pas les institutions de soins de santé comme les hôpitaux et les résidences de soins de longue durée, dont les éclosions sont rapportées séparément sans faire de distinction entre les travailleurs et les patients/résidents affectés.

---

**(Pour voir les articles individuellement, cliquer sur le titre de l'article.)**

**PDF**

**NUMÉROS PRÉCÉDENTS | ACCUEIL**

**Site web : [www.pccml.ca](http://www.pccml.ca) Email : [forumouvrier@cpcml.ca](mailto:forumouvrier@cpcml.ca)**